

Influence de l'épidémie de COVID19 sur l'évolution de la précarité à Paris : Premiers résultats d'une observation au long cours

Durant le confinement de la population (17 mars - 11 mai 2020) sont ainsi apparus des publics qui ne sollicitaient par d'ordinaire l'assistance, notamment dans les lieux de distribution alimentaire ouverts, en particulier afin de palier la fermeture des lieux ressources habituels. Les intervenants y ont fait état d'un afflux d'une ampleur inédite. C'est dans ce contexte que le Samusocial de Paris a souhaité mettre en place une enquête exploratoire sur les nouvelles formes de précarité consécutives à la pandémie, amenée aujourd'hui à se prolonger.

Acte 1 : comprendre qui sont les “nouveaux publics” des services d'aide alimentaire et du 115 de Paris

Du 29 avril au 14 mai, deux ethnographes de l'Observatoire du Samusocial de Paris ont conduit une série d'observations directes, dans une dizaine de distributions alimentaires ouvertes à Paris et une en Seine-Saint-Denis, pour, sur place, chercher ces nouveaux publics. A également été observé le profil des nouveaux appelants au 115 de Paris au début du confinement.

Premier jalon de cette observation, le panorama des groupes ayant sollicité une aide permet de discerner, en parallèle des habitués de l'aide alimentaire et autres guichets, la présence de bénéficiaires inattendus : des étudiants, des mal logés, des familles en hôtel, et bien d'autres encore. Pour autant parler de “nouveaux publics” ne constitue pas un terme approprié. La crise rend visible une frange de la population vulnérable du fait de leur situation économique, un public en contrat précaire, ou dont les revenus permettent à peine de boucler les fins de mois, et que le confinement a heurté de plein fouet : renchérissement du coût de la vie, contraction des ressources du travail, mise à mal des systèmes d'entraides, notamment de logement chez des tiers. Autant de situations que le rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris permet de détailler à travers le recueil de nombreux entretiens, qui identifient trois groupes particulièrement touchés par la situation : des étudiants étrangers dont les projets d'étude et d'émancipation sont soudainement remis en cause ; des travailleurs migrants, en début de parcours, forcés au chômage, dont les sources de revenus sont taries, et dont le coût de la vie est renchéri par l'immobilité contrainte ; des foyers installés de plus longue date sur le territoire national, dont les revenus et l'indépendance reposent sur des engagements à compte personnel ou à compte d'autrui, et dont la mise en chômage ébranle fortement la trésorerie. En raison des habitudes et contraintes d'organisation des services d'aide, ces groupes tendent à passer incognito entre les mailles d'interventions sociales plus renforcées.

Acte 2 : Prolonger l'enquête

Chaque groupe fera dès septembre l'objet d'investigations plus approfondies, afin de saisir les manifestations socio-économiques de la crise et les réarrangements budgétaires qui en découlent. Ces enquêtes nourriront un dispositif parisien d'observation des nouveaux publics de l'assistance.

Vers un baromètre des nouveaux appelants au 115 de Paris

Afin d'observer les possibles effets de la crise sanitaire sur les populations les plus vulnérables, n'ayant plus d'autre recours que d'appeler le 115, l'Observatoire du Samusocial de Paris met en place une étude destinée à mettre en exergue les profils des nouveaux appelants. Par ailleurs, un baromètre régulier permettra, à partir de la rentrée, de tenir les pouvoirs publics informés de nouveaux entrants de l'urgence sociale.